

e s s a i s

Le seul parti de Jean Paulhan

En 1956, le directeur de la « NRF » revendique la liberté face à la dictature de l'engagement

LETTRE

À UN JEUNE PARTISAN

de Jean Paulhan.

Ed. Allia, 38 p., 40 F (6,09 €).

(Première édition :

NRF, 1956.)

Nous sommes en novembre 1956. En France, un gouvernement de Front républicain, dirigé par un socialiste avec la participation des radicaux et la bienveillance initiale du Parti communiste, a lancé une opération de « pacification » en Algérie, où les « troubles » durent depuis deux ans. Il a voulu saper les bases arrière de la rébellion en menant avec les Britanniques, contre Nasser, l'offensive de Suez, à laquelle les Américains et les Soviétiques se sont empressés de mettre fin. Les communistes sont ébranlés par deux séismes : le 20^e congrès du PC soviétique, au cours duquel Khrouchtchev a dénoncé les crimes de la période stalinienne, et l'entrée des troupes de Moscou à Budapest pour y réprimer la révolte des Hongrois contre le système communiste.

Le numéro de novembre de la *Nouvelle revue française*, que dirige Jean Paulhan, s'ouvre alors par un article de son directeur, intitulé : « Lettre à un jeune partisan ». C'est un texte bien dans le style de Paulhan quand il s'affronte à l'esprit de sérieux : d'apparence simple, presque trop, sans références, sans mots savants, parsemé de fabliaux déconcertants. Un joueur de pipeau, qui ne prétend pas

rivaliser avec les cuivres et les grosses caisses des fanfares intellectuelles du moment, résiste à la dictature de « l'engagement ». S'adressant à un mystérieux et peut-être fictif correspondant, affecté d'une écriture embrouillée, Paulhan se demande si le reproche auquel doit répondre sa revue est d'être trop « adroite » ou trop « à droite »... Mais le propos du directeur de la NRF n'est pas seulement de la protéger contre l'injonction de se « situer » politiquement, ni de défendre la liberté littéraire.

Il est de réduire à lui-même, c'est-à-dire à peu de chose, l'enrôlement dans un parti. Le parti, on le devine, vu l'époque et l'environnement, c'est avant tout le Parti communiste, parti par excellence, assis sur le mythe soviétique, sur une doctrine « scientifique », sur une histoire édifiante, sur une révolte irrésistible contre l'injustice sociale. « Le Parti » flotte à l'horizon de la promenade de Paulhan au pays de l'engagement, avec la caution définitive qu'apporte alors aux communistes Jean-Paul Sartre, « encore qu'il voie dans le matérialisme dialectique un attrape-nigaud » - l'engagement, sans doute, n'en est que plus beau.

Paulhan, pourtant, ne se préoccupe pas seulement, ni même principalement, du Parti communiste ; il semble considérer, au contraire, qu'entrer dans ce parti n'est, en soi, pas différent de l'adhésion à n'importe laquelle de ces formations parlementaires pour lesquelles les communistes n'ont que mépris.

La question n'est pas là. Elle est dans les partis, eux-mêmes, tous les partis, qui « se ressemblent », « s'accordent » et, finalement, « n'en font qu'un ». Au milieu du XX^e siècle, Paulhan, sans arrogance, mais sans précaution, règle son compte à l'esprit de parti, avec une clairvoyance souvent prémonitoire. Treize lignes sur leur financement anticipent de trente ans nos interminables démêlés avec la politique, l'argent et leurs troubles rapports : « Les partis dépensent gros. Ils ont leurs frais de publicité, leur propagande, leurs affiches et leurs banquets. Bref, cent mille dépenses, et pas de recettes. (...) Qui donnera l'argent, sinon les Riches ? », observe-t-il par exemple. Et, bien sûr, la liste des palinodies de ceux que Lénine avait baptisés « imbéciles utiles » - les intellectuels - est à la fois réjouissante et accablante.

On ne fera pas de Paulhan un penseur politique ; il s'en montre même tout le contraire, doutant par-dessus tout ce quelque chose comme un « penseur politique » ne soit pas une contradiction dans les termes. Si, du moins, politique implique engagement, adhésion, certitude, aliénation de sa liberté à un groupe ou à un chef. Il n'est, lui, qu'un homme qui se mêle de politique « comme les lois nous en font le devoir ». Quant aux partis, « il suffit en tout cas qu'il y en ait un seul pour que les autres deviennent souhaitables ». Que faire avec cela ? Tenter de rester libre.

Patrick Jarreau